

# Forum Langue française Manifestations pour le français et pour l'indépendance : Québec 2012

écrit par Christine Tasin | 11 juillet 2012



Notre lutte pour la défense de notre pays, de nos traditions, de nos valeurs et de nos acquis sociaux passe également, évidemment, par la défense de notre langue, outil privilégié de notre pensée et de notre culture.

C'est pourquoi je vous recommande la lecture de ce compte-rendu d'action paru sur le site de [Avenir de la Langue française.](#)

Christine Tasin

En 2012, c'est au Québec qu'il s'est passé quelque chose.

En effet, en France, nos associations groupées avaient, le 18 juin 2011, dans une belle diversité de nations, de couleurs de peau et d'orientations politiques, réussi leur manifestation au Panthéon et leur marche internationale dans le Quartier latin pour le français et la diversité culturelle de l'Europe et du monde. Mais elles n'avaient pas réussi à briser le mur des plus grands des médias français. Seuls l'AFP, l'internet, des revues associatives et des journaux locaux, en ont rendu compte de manière objective.

En cette année électorale 2012, nos associations n'ont réussi à faire signer leur fiche de dix engagements pour le français que par quelques-uns des candidats à la Présidence de la République et des candidats à la députation, les plus proches *a priori* de

nos idées. Les principaux partis n'ont pas daigné répondre. Et, si elles sont parvenues à réunir les signatures de 50 hautes personnalités de France et d'ailleurs sous une pétition pour le français et la Francophonie, les grands médias ont soigneusement occulté cette pétition.

En revanche, dans une étroite concertation avec les associations et divers mouvements québécois promoteurs de la langue française et de la personnalité nationale du Québec, *Avenir de la langue française*, appuyée par deux autres associations françaises, a pu modestement contribuer à faire, des deux dernières des manifestations importantes organisées par les Québécois en 2012, un succès pour l'affirmation du français et des communautés francophones organisées ou non en États :

I) Les manifestations du printemps au Québec :

– 1) celle, massive, de centaines de

milliers d'étudiants depuis le 22 mars et pendant près de quatre mois, sur les frais de scolarité dans l'enseignement supérieur, a bien porté sur un modèle de société opposé à celui des Anglo-saxons et des libéraux du Québec, mais n'a pris, en somme, que vers la fin – et marginalement – un peu de la tournure que souhaitaient lui voir prendre les partisans du français et de l'indépendance ;

– 2) celle, massive elle aussi, du Jour de la Terre, le 22 avril, contre des projets peu écologiques du gouvernement de M. John James Charest, a opéré une jonction – encore modeste – avec la manifestation permanente des étudiants, et a assez bien accueilli en son sein la participation de mouvements indépendantistes ;

– 3) une troisième manifestation – proprement nationale et indépendantiste, celle-là – lors de la Journée annuelle des Patriotes (commémorant le soulèvement des Patriotes québécois en 1837-38 contre

le régime impérial britannique) a rassemblé une foule importante, plus nombreuse et ardente que l'année précédente ;

– 4) le 12 mai, à Montréal, le Mouvement Québec français (MQF) et le Mouvement Montréal français (MMF) ont organisé pour plusieurs centaines de personnes une visite guidée – de protestation – des hauts lieux d'anglicisation de la métropole montréalaise.

II) Les manifestations de juillet dans la capitale du Québec :

– 1) du 2 au 6 juillet, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Gouvernement fédéral canadien et le gouvernement de l'Etat du Québec, ont organisé ensemble le Forum mondial de la langue française. Prévu par le Sommet francophone de 2010 à Montreux, pour préparer les décisions de politique du français et de la Francophonie à prendre par les Chefs d'Etat et de gouvernement lors de leur Sommet des 12 au 14 octobre

2012 à Kinshasa, ce Forum international a réuni 1.300 personnes venues des principaux pays membres de l'OIF et d'ailleurs, de 104 pays au total. En grande majorité des jeunes, dans un amalgame de cultures et dans des festivités colorées et de qualité. Il eût pu y avoir plusieurs dizaines de jeunes supplémentaires, si le gouvernement canadien n'eût pas refusé de leur accorder des visas.

Notons que, en partie grâce au travail de préparation de nos associations, des liens utiles ont pu être établis ou confirmés entre plusieurs des principaux Français présents et nos partenaires des Mouvements nationaux québécois, ainsi qu'avec les chefs des manifestations étudiantes du printemps.

Outre la bonne organisation, la joyeuse diversité, la convivialité, la fête, et la grande qualité de la plupart des intervenants, des contacts et échanges, des conférences et des ateliers et tables rondes, il ressort de ce Forum mondial :

– la prise de conscience enfin officielle de l'urgence pour l'OIF de se préoccuper sérieusement de l'avenir de l'écosystème francophone, d'agir ensemble avec vigueur pour affirmer le français et la Francophonie dans le monde, contre l'offensive de très grande envergure qui est menée par l'Empire ; M. Abdou Diouf (« Nous devons être des indignés linguistiques ! ») appelle à « une multipolarité linguistique » ; M. Jean Tardif, sociologue, nomme « hyperculture globalisante » ce qu'en France nous condamnons sous les noms d'Empire et de sa Superclasse mondiale. ;

– l'intervention fort remarquée et médiatisée, en plénière et en table ronde, du grand linguiste Claude Hagège, Professeur au Collège de France, membre d'ALF ; recommandant d'éviter les consensus mous, de « faire du ronron », de se contenter d'« assises mondaines » de la Francophonie, alors que « nous sommes en guerre ! » ; selon lui, le problème n'est pas la mondialisation –

phénomène neutre en soi – mais le mondialisme, l'accaparement de la mondialisation par le plus puissant du moment, c'est-à-dire l'américanisation, l'imposition d'une langue unique pour porter une « pensée unique » servant les intérêts de l'Empire ; il affirme qu'au Québec il est très dangereux pour le maintien de la langue française d'introduire un enseignement renforcé de l'anglais et une sorte de bilinguisme précoce dans les petites classes ; il conclut son propos par un « Vive la francophonie québécoise libre ! » ;

– il s'agit, dans les sciences, le monde du travail, les réseaux sociaux francophones, l'internet et le monde numérique, l'accès au matériel et aux logiciels libres, en fait dans tous les domaines, de faire exister pleinement, à côté de l'anglais, les autres grandes langues de communication et de culture, dont le français ;

– le multilinguisme est donc revendiqué comme un enjeu majeur à traiter au



prochain Sommet francophone ;

– le multilinguisme est à double voie : d'une part affirmer le français dans toutes ses fonctions parmi les quelques grandes langues internationales, mais aussi reconnaître les langues africaines et autres au sein même de la Francophonie (peut-être même, dans l'esprit des gouvernements organisateurs du Forum, de l'anglais dans la Maison francophone ?... ) ;

– la circulation des biens et surtout des personnes doit être facilitée dans l'espace francophone, par l'assouplissement des politiques d'attribution de visas, et l'élaboration de documents présentant quelques caractéristiques d'un « passeport francophone » ;

– un rapport sur l'application réelle par les Etats membres de la Francophonie des décisions et orientations de la Communauté, notamment sur l'utilisation et l'illustration de la langue française

sera présenté aux chefs d'Etat, en vue de leur plus grande mobilisation ;

– quinze résolutions rassemblant ce qui précède vont être adressées aux chefs d'Etat et de gouvernement pour leur Sommet d'octobre 2012 à Kinshasa ;

– il sera proposé aussi aux chefs d'Etat de décider de l'organisation en 2015 d'un deuxième Forum mondial du français.

En marge du Forum, le choix fait ces dernières années par les chefs d'Etat et de gouvernement de tenir le Sommet en octobre à Kinshasa ayant été confirmé récemment par l'OIF, reste contesté dans les couloirs, où le bruit a couru que les pressions fortes exercées sur le Président français – qui n'a pas envoyé son ministre de la Francophonie à Québec – et sur les Premiers Ministres du Canada et du Québec, pourraient amener ces trois Chefs, et d'autres dans leur sillage, à renoncer à être en personnes au Sommet, voire à amener l'OIF à le reporter à l'an prochain en un autre lieu.

- 2) le 2 juillet a pu avoir lieu à Québec, avec des participants venus par cars affrétés de Montréal et de quatre autres villes du Québec, un ensemble de manifestations pour le français et l'indépendance, en contre-point de l'ouverture du Forum mondial. Organisées par la Société Saint-Jean Baptiste de Montréal avec le concours de sept autres mouvements pour le français et la souveraineté (le FFI-France et le FFI-Québec ayant été mentionnés dans l'invitation). Une marche et un grand rassemblement de plusieurs centaines de personnes devant le Palais des Congrès, Parc de la Francophonie, de la Ville. Divers ateliers, conférences, tables rondes et kiosques d'information à l'Impérial et à l'École normale d'Administration publique (ENAP). (*Dont une conférence et un débat sur le droit historique à la nationalité française revendiqué par les descendants des Français et des métis qui vivaient en Nouvelle France avant le traité de Paris de 1763*). Pour exiger le renforcement de

la Charte de la langue française (loi 101) au Québec, et un sursaut linguistique et national contre la politique d'étouffement de la langue française et de la culture québécoise par les gouvernements conservateurs et libéraux au Canada, partisans – non déclarés mais très actifs – de la langue unique impériale.

– 3) Enfin, M. Yves-François Blanchet, député de Drummond, délégué du Parti québécois (PQ, opposition), a réuni à l'Assemblée nationale du Québec des représentants de la Fédération des Etudiants, meneurs des manifestations contre la hausse des frais de scolarité, et des délégués représentant au Forum mondial la société civile de chacun des cinq continents, pour des échanges animés.

C'est la conjonction de l'ensemble de ces manifestations, le nombre total de leurs participants, la porosité entre plusieurs d'entre elles, et la montée progressive de la conscience de poser

aussi la question de la langue nationale et de l'indépendance jusque dans les deux premières citées, qui peuvent nourrir l'espoir de « revoir une jeunesse québécoise » au sens où, en France, avant 1958, le Général de Gaulle rêvait de « revoir une jeunesse française ».

Le Québec a été plongé depuis des décennies dans l'hébétude par le matérialisme, une propagande anglo-fédéraliste et libérale incessante et d'une redoutable efficacité, ainsi que par l'échec des deux referenda de 1980 et de 1995, et le navrant exemple d'aboulie nationale et francophone donné par la France depuis 1974.

Si le Québec sortait de cette hébétude, il montrerait la voie à une France encore endormie, Gulliver attaché par ses cheveux aux innombrables petits piquets plantés pendant son sommeil par les Lilliputiens impériaux et bruxellois, et par ses « collabos de la pub et du fric » (Michel Serres).

Les associations françaises et québécoises sont déterminées à poursuivre leur collaboration et à nourrir ensemble leurs espoirs partagés, leurs avenir respectifs étant de plus en plus étroitement liés.

Albert Salon, docteur d'Etat ès lettres, ancien Ambassadeur, président du *Forum francophone international (FFI-France)* et d' *Avenir de la langue française*.